



Luxembourg

Selon le Statec, le PIB en volume a progressé de 1,7% au troisième trimestre 2017 (+3,2% sur un an). Les services aux entreprises et le commerce ont bien plus contribué à cette amélioration que le secteur financier, grâce à une orientation plus favorable de l'activité.

Le chômage s'est établi en moyenne à 5,9% de la population active (demandeurs d'emploi résidents inscrits à l'ADEM) en 2017. Ce taux continue à baisser depuis le pic atteint en 2014 (7,1%) mais il reste encore loin de son niveau d'avant crise (4%). L'inflation moyenne est quant à elle passée de 0,3% à 1,7% de 2016 à 2017.

En 2017, l'Etat luxembourgeois a perçu 15,05 milliards d'euros d'impôts. Ce magot représente une croissance des recettes fiscales de 804 millions d'euros par rapport à l'année précédente (+5,6%), malgré la réforme fiscale et une perte de 295 millions d'euros due à la TVA e-commerce.



Zone euro

Du vent dans les voiles ? La croissance de la zone euro est au plus haut depuis 10 ans, 2,5% sur l'année 2017 et le chômage est au plus bas depuis 9 ans, avec un taux de 8,7%.

L'inflation annuelle a été de 1,3% en janvier contre 1,4% en décembre. Par conséquent, la BCE a décidé de ne pas changer le cap de sa politique monétaire et confirme que les achats d'actifs (de 30 milliards d'euros par mois) cesseront quand l'inflation reviendra de façon « convaincante ».

Le taux d'investissement des entreprises est en baisse à 22,4% du PIB de la zone euro au troisième trimestre 2017, contre 23,1% au trimestre précédent. En revanche, la part des profits des entreprises s'est accrue et se situe désormais à 41,4% contre 41% sur la même période que celle précédemment citée (Eurostat).

Aurons-nous bientôt un ministre des finances européen chargé de piloter le budget de la zone euro ? Quoi qu'il en soit, Benoit Coeuré (membre directoire BCE) tire la sonnette d'alarme et demande aux pays utilisateurs de la monnaie unique d'accélérer les réformes afin d'éviter un nouveau risque d'éclatement puisque selon lui « même un léger ralentissement pourrait engendrer d'importants coûts économiques et sociaux ».



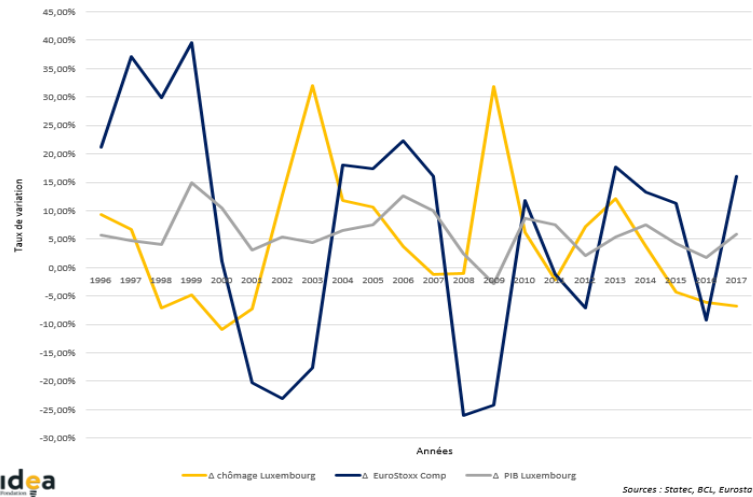
Monde

Après une hausse de 3,7% en 2017, le PIB mondial devrait progresser de 3,9% en 2018 et 2019 selon le FMI. Bien qu'optimiste, cette Institution met toutefois en garde contre les effets de la réforme fiscale américaine, des tensions géopolitiques (Asie de l'Est et Moyen Orient), des catastrophes naturelles, d'une correction sur les marchés financiers ainsi que des incertitudes politiques du Brésil, de la Colombie, de l'Italie et du Mexique, qui peuvent rejaillir négativement sur l'économie planétaire et sa stabilité à moyen terme.

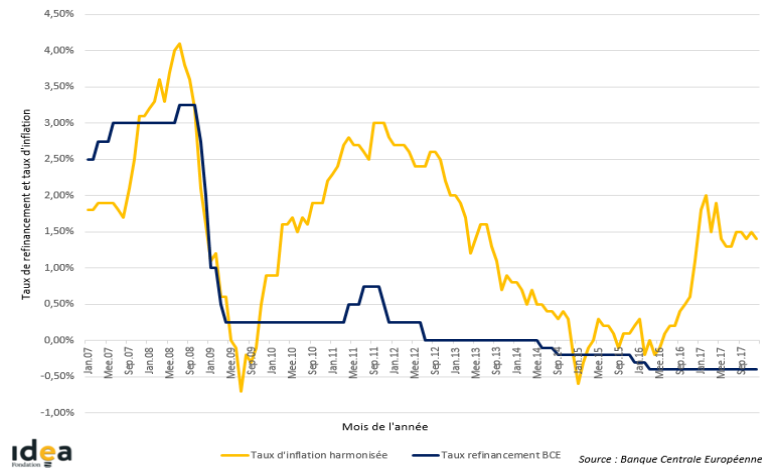
Jérôme Powell a officiellement pris les rênes de la FED. Il a veillé à rappeler l'indépendance de la Banque Centrale et a dépeint un tableau optimiste de l'économie américaine. Janet Yellen fut déçue de ne pas avoir été renouvelée pour un autre mandat et met en garde contre les prix élevés des bourses et de l'immobilier, son départ a été marqué par une baisse de la plupart des marchés boursiers début février.

L'économie indienne devrait se hisser à la cinquième place mondiale dès 2018 devant la Grande Bretagne et la France. La part des pays asiatiques dans le PIB mondial continuera en effet d'augmenter au cours des 15 prochaines années. La Chine quant à elle dépasserait les Etats-Unis d'Amérique d'ici 2032 (Centre for Economics and Business Research).

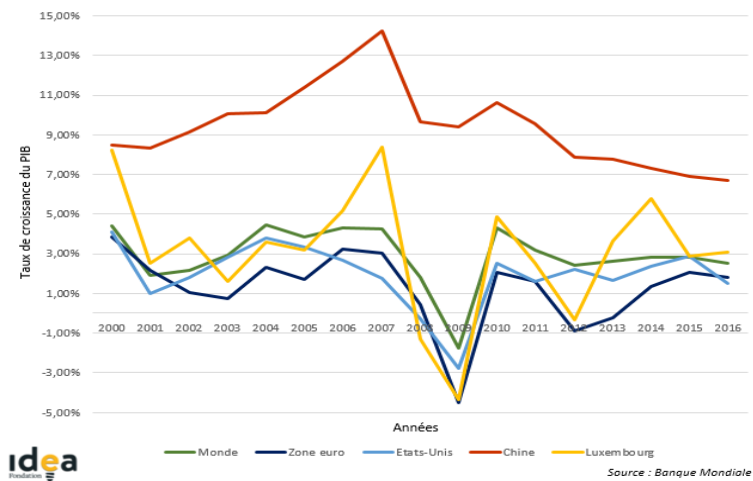
Graphique 1 : Variations de variables corrélées au Luxembourg (1996-2017)



Graphique 2 : Taux refinancement BCE & inflation harmonisée (01/2007-12/2017)



Graphique 3 : 17 ans de croissance mondiale du PIB (2000-2016)



Graphique 4 : Les plus grandes économies de demain (2017-2032)

Pays/Années	2017	2018	2022	2027	2032
Etats-Unis	1	1	1	1	2 ▼
Chine	2	2	2	2	1 ▲
Japon	3	3	3	4 ▼	4
Allemagne	4	4	4	5 ▼	5
Inde	7	5 ▲	5	3 ▲	3
France	5	6 ▼	7 ▼	8 ▼	9 ▼
Royaume-Uni	6	7 ▼	6 ▲	6	7 ▼
Brésil	8	8	8	7 ▲	6 ▲
Italie	9	9	9	12 ▼	13 ▼
Canada	10	10	11 ▼	10 ▲	12 ▼
Corée du Sud	12	12	10 ▲	9 ▲	8 ▲
Indonésie	16	16	16	13 ▲	10 ▲

Source : Centre for Economics and Business Research

A propos de la Fondation IDEA a.s.b.l.

IDEA est un laboratoire d'idées autonome, pluridisciplinaire et ouvert, créé à l'initiative de la Chambre de Commerce, et qui a pour mission de mener des réflexions en faveur du développement durable du Luxembourg et de l'intérêt économique général du pays. IDEA souhaite contribuer à l'amélioration de la qualité du débat socio-économique, d'une part, en l'alimentant par des analyses économiques rigoureusement recherchées et documentées et, d'autre part, en proposant des pistes novatrices pour relever les grands défis d'avenir.

IDEA invite le public à discuter contradictoirement les analyses, idées et propositions qu'elle publie et organisera à cet effet régulièrement des conférences-débats, des tables rondes et des ateliers thématiques sur des sujets divers revêtant une importance capitale pour l'avenir socio-économique du Grand-duché de Luxembourg. Les publications, idées et vidéos d'IDEA profiteront d'une large diffusion via les médias sociaux.

Gouvernance

IDEA est administré par un Conseil d'administration (CA) disposant de pouvoirs étendus pour gérer l'association. Il en définit les orientations et les priorités générales en concertation avec le Conseil scientifique (CS). Le CA pourra déléguer, sous sa responsabilité, la gestion journalière à un directeur chargé des affaires courantes.

Le Conseil scientifique (CS), actuellement en cours de constitution, est nommé par le CA pour un terme renouvelable de 3 ans. Il a pour vocation de conseiller et d'accompagner IDEA quant à la pertinence et l'opportunité des projets et activités menés. Il a un droit de regard sur les études, les prises de position et les pistes de réflexion élaborées et approuve les principales contributions mises au point. Il veille à ce que les activités menées s'inscrivent dans les missions stratégique et opérationnelle définies par les statuts. Le CS se prononce également sur la qualité scientifique et méthodologique des travaux. En outre, il intervient dans les travaux de l'association de son initiative propre ou sur demande du CA.

L'Equipe opérationnelle (EO) prépare les travaux et les contributions à élaborer par IDEA. Il incombe à l'EO de transformer les lignes directrices du CA en priorités de travail de l'association et de suivre constamment les avis et recommandations du CS dans le cadre de l'élaboration de ses contributions. Les travaux administratifs et de fonctionnement sont également du ressort de l'EO.

Contacts de l'Equipe opérationnelle :

Marc Wagener, tél: 42 39 39 376, marc.wagener@fondation-idea.lu

Muriel Bouchet, tél: 42 39 39 491, muriel.bouchet@fondation-idea.lu

Michel-Edouard Ruben, tél: 42 39 39 441, michel-edouard.ruben@fondation-idea.lu

Vincent Hein, tél: 42 39 39 533, vincent.hein@fondation-idea.lu

Sarah Mellouet, tél: 42 39 39 486, sarah.mellouet@fondation-idea.lu

Thomas Valici, tél: 42 39 39 359, thomas.valici@fondation-idea.lu

www.fondation-idea.lu

